



INTER-PARLIAMENTARY UNION



*Communiqué de presse*

## **Le Traité de Tlatelolco remporte le Future Policy Award**

**La zone libre d'armes nucléaires en Amérique latine et les Caraïbes reçoit le plus important prix pour le désarmement — L'Argentine et la Nouvelle-Zélande remportent les prix d'argent**

**Hambourg/Genève/New York — le 23 octobre 2013** : Le *Traité pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes* (Traité de Tlatelolco) a été annoncé aujourd'hui comme récipiendaire du Future Policy Award (Prix de la Politique de l'Avenir) de 2013 pour le désarmement durable, l'emportant sur vingt-quatre autres politiques sélectionnées pour le prix. La décoration sera remise ce soir lors d'une cérémonie au siège de l'Organisation des Nations Unies (ONU) par le World Future Council, le Bureau des affaires du désarmement des Nations Unies (UNODA) et l'Union interparlementaire (UIP).

Les Prix d'argent ont été attribuées au *Programme national pour la remise volontaire des armes à feu* de l'Argentine et à la *Loi sur le désarmement, le contrôle des armes et les zones sans armes nucléaires* de la Nouvelle-Zélande tandis que les politiques de désarmement de la Belgique, du Costa Rica, de la Mongolie et du Mozambique/de l'Afrique du Sud ont reçu des mentions honorifiques.

Le Traité de Tlatelolco (1967) a remporté le Prix d'or pour son inestimable contribution à la promotion de la paix et la sécurité régionale ainsi que pour la création d'un précédent et d'une inspiration pour les futures zones libres d'armes nucléaires (ZLAN). La course à l'armement nucléaire et la Crise des missiles de Cuba de 1962 avaient incité les gouvernements latino-américains à lancer un processus qui ferait en sorte que la région ne serait plus jamais le théâtre d'un conflit nucléaire. Ces efforts ont abouti dans le Traité de Tlatelolco qui a établi la première ZLAN dans une région densément peuplée.

Comme l'avait expliqué l'un des architectes du Traité, diplomate mexicain et lauréat du Prix Nobel, Alfonso Garcia Robles, « [le Traité] pourvoie d'importantes leçons à tous les États qui souhaitent voir élargir les régions du monde où ces terribles instruments de destruction massive que sont les armes nucléaires seraient pour toujours interdits ».

Le président du World Future Council, Jakob von Uexkull a souligné la manière dont le Prix de la Politique de l'Avenir « met en évidence l'importance des bonnes pratiques dans les processus législatifs et met en valeur les stratégies réglementaires remarquables. Il démontre que les changements positifs peuvent se produire lorsque le public et la volonté politique sont au rendez-vous. Nous devons maintenant travailler à répandre ces bonnes politiques à travers le monde ». C'est le seul prix qui honore au niveau international les politiques plutôt que les personnes.

Anders B. Johnsson, Secrétaire général de l'Union interparlementaire, a remarqué que « la démocratie ne peut exister sans la paix. Les citoyens du monde entier se battent pour ces deux causes dans un monde rempli de toutes sortes de conflits. Il est impératif qu'un dirigeant courageux en matière de désarmement forge de nouvelles voies vers un monde heureux et pacifique. Ce Future Policy Award est une occasion d'inspirer les autres à faire ce premier pas important. Nous espérons qu'ils le feront ».

La Haut-Représentante pour les affaires de désarmement des Nations Unies, Angela Kane, a conclu que « Le Future Policy Award de cette année met en évidence la manière dont les progrès en matière de désarmement, notamment le désarmement nucléaire, peuvent offrir des avantages globaux pour le développement durable. Bien que ce soit les récipiendaires distingués qui recevront une reconnaissance spéciale, les vrais gagnants sont les citoyens de notre planète. J'espère que le prix va



INTER-PARLIAMENTARY UNION



inspirer de nouveaux progrès dans ce domaine. Quand le désarmement va de l'avant, le monde va de l'avant ».

Le World Future Council va maintenant s'employer à étendre ces bonnes politiques à travers le monde en aidant les décideurs dans la conception et la mise en œuvre de ces politiques.

## Notes aux rédacteurs

### *Politiques gagnantes*

#### **Les Prix d'argent**

Le succès remarquable du *Programme national pour la remise volontaire des armes à feu* de l'Argentine (Loi 26.216, 2006) a été reconnu par le Prix d'argent. La collaboration efficace entre le Registre national des armes de l'Argentine (*Registro Nacional de Armas*, RENAR) et le Réseau argentin pour le désarmement civil (*Red Argentina para el Desarme*, RAD) pour la mise en œuvre du rachat de fusils et de munitions a mené à l'impressionnante destruction de plus de 148 000 armes à feu et un million d'unités de munitions. Les points de réception mobiles ont permis au programme de circuler partout en Argentine et de non seulement détruire des armes à feu, mais aussi de promouvoir une culture de la paix et d'éduquer le grand public sur les risques d'avoir des armes dans la maison.

La *Loi de 1987 sur le désarmement, le contrôle des armes et les zones sans armes nucléaires* de la Nouvelle-Zélande a obtenu le Prix d'argent pour être l'une des plus importantes interdictions juridiques en vigueur contre les armes nucléaires, pour ses importants effets normatifs sur le principe de l'interdiction nucléaire et pour créer un précédent pour d'autres pays. La reconnaissance faite par le Prix d'argent renforce les idées évoquées par l'ancien premier ministre de la Nouvelle-Zélande, David Lange, qui avait déclaré que « notre statut en tant que Zone libre d'armes nucléaires fait preuve de notre conviction que nous pouvons, avec tous les autres peuples du monde, construire les institutions qui nous permettront tous un jour de renoncer aux armes de destruction massive. Nous sommes un petit pays et nous sommes limités dans ce que nous pouvons faire. Mais dans ce domaine, comme pour tous les grands défis, nous devons commencer quelque part ».

#### **Mentions Honorifiques**

Les politiques qui ont reçu une mention honorable sont : La *Loi sur les mines antipersonnel* de 1995 et la *Loi réglant des activités économiques et individuelles avec des armes* de 2006 qui servent à interdire les armes à sous-munitions ; l'abolition de l'armée telle qu'énoncée dans l'article 12 de la Constitution de 1949 du Costa Rica ; la *Loi sur le statut des armes nucléaires* de 2000 de la Mongolie ; et l'*Accord en matière de coopération et d'assistance mutuelle dans le domaine de la lutte contre le crime entre le Mozambique et l'Afrique du Sud* de 1995, dénommée « Opération Rachel ».

### *Organisations*

#### **World Future Council (Le Conseil pour l'Avenir du Monde)**

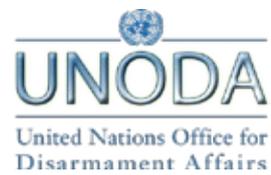
Le World Future Council vise à ramener les intérêts des générations futures au centre des processus politiques. Les cinquante prestigieux membres qui constituent le Conseil et qui proviennent du monde entier sont déjà engagés pour le changement. Le Conseil s'intéresse aux défis de notre avenir commun et propose de solutions efficaces aux décideurs politiques. Le World Future Council est enregistré comme une fondation de bienfaisance située à Hambourg, Allemagne. Pour plus d'informations, visitez le site [www.worldfuturecouncil.org](http://www.worldfuturecouncil.org).

#### **Le Bureau des affaires du désarmement des Nations Unies (UNODA)**

Le Bureau des affaires du désarmement des Nations Unies (UNODA) fournit un appui substantiel et organisationnel à l'établissement de normes dans le domaine du désarmement par le travail de l'Assemblée générale et de sa Première Commission, de la Commission du désarmement, de la Conférence du désarmement et d'autres organes institutionnels. Le Bureau favorise les mesures de désarmement en cultivant le dialogue, la transparence et la confiance sur les questions militaires et en encourageant les efforts régionaux pour le désarmement. Il fournit également des informations et des



INTER-PARLIAMENTARY UNION



activités objectives, impartiales et mises à jour sur les questions du désarmement multilatéral aux États membres, aux États signataires d'accords multilatéraux, aux organisations intergouvernementales, aux institutions ministérielles, aux agences du système des Nations Unies, aux institutions de recherche et d'enseignement, à la société civile – en particulier aux organisations non-gouvernementales, aux médias et au grand public.

### **L'Union interparlementaire (UIP)**

À titre d'organisation mondiale des parlements nationaux, l'Union interparlementaire (UIP) travaille à établir la démocratie, la paix et la coopération entre les peuples en unissant ses membres autour du changement positif. L'engagement pour la paix constitue le socle de l'UIP et remonte à la création de l'organisation en 1889. Au fil des ans, les membres de l'UIP se sont notamment mobilisés pour assurer la paix et la sécurité mondiale par l'intermédiaire de résolutions politiques pour la non-prolifération et le désarmement nucléaire, ce qui les engage à poursuivre un monde libre d'armes nucléaires. Ces résolutions ont été respectées en avançant des mesures pratiques que les parlements peuvent employer pour faire avancer l'agenda du désarmement et de la non-prolifération nucléaire.

### **Évènements**

#### **Le Future Policy Award (Prix de la Politique de l'Avenir)**

Le Future Policy Award a été conçu pour sensibiliser les décideurs et le public à l'importance des bonnes pratiques dans les processus législatifs et pour mettre en valeur des approches réglementaires remarquables. Le prix cherche à attirer l'attention sur les politiques durables en vigueur et à faire preuve du fait que les changements positifs peuvent se produire tant qu'il y a de la volonté politique. La célébration des politiques visionnaires permet de sensibiliser le public, d'encourager l'apprentissage actif et d'accélérer l'action politique en faveur de sociétés justes, durables et pacifiques. Pour plus d'informations, visitez le site [www.worldfuturecouncil.org/future\\_policy\\_award.html](http://www.worldfuturecouncil.org/future_policy_award.html).

#### **La Semaine du désarmement des Nations Unies**

La célébration annuelle de la Semaine du désarmement qui commence le jour de l'anniversaire de la fondation de l'Organisation des Nations Unies, le 24 octobre, avait été annoncée dans le document final de la session extraordinaire de l'Assemblée générale de 1978 consacrée au désarmement (résolution S-10/2). Tous les États membres et les organisations de la société civile sont invités à mettre en évidence les risques de la course aux armements, à promouvoir sa cessation et à sensibiliser le public sur les responsabilités urgentes liées au désarmement.

### **Contacts avec les médias**

#### **World Future Council**

Anne Reis  
Media & Communications  
Mexikoring 29  
22297 Hambourg

Tél.: +49 40 30 70 914-16  
Fax: +49 40 30 70 914-14  
[anne.reis@worldfuturecouncil.org](mailto:anne.reis@worldfuturecouncil.org)

#### **UNODA**

Ewen Buchanan  
Information and Outreach  
United Nations  
New York 10017

Tél.: +1 212 963 3022  
Fax: +1 917-367-0339  
[buchanane@un.org](mailto:buchanane@un.org)

#### **IPU**

Jemini Pandya  
Communications  
5, Chemin du Pommier  
1218 Genève

Tél.: + 41 22 919 4158  
Fax: + 41 22 919 4160  
[jep@ipu.org](mailto:jep@ipu.org)